



Démission, dissolution, présidentielle... Le décryptage d'un expert normand

Politique. Alors que François Bayrou a annoncé solliciter la confiance de l'Assemblée nationale, qu'il ne devrait pas obtenir, l'universitaire normand Fabien Bottini décrypte, pour « Paris Normandie », les répercussions de ce choix et détaille les scénarios possibles...



Propos recueillis par
Anthony Quindroit

Journaliste

a.quindroit@paris-normandie.fr

La vie politique française n'est définitivement pas un long fleuve tranquille. En sollicitant le vote de confiance de l'Assemblée nationale, le Premier ministre François Bayrou s'expose franchement à un revers. Avec quel impact à court, moyen et long terme ? Éléments de réponse avec l'un des référents « Politique » de Paris Normandie, Fabien Bottini, professeur de droit public, membre de l'Institut universitaire de France.

« Chacun va être obligé d'abattre ses cartes. »

A-t-on assisté en direct, lundi 25 août, au suicide politique de François Bayrou ?

Fabien Bottini : « Ce qui est certain, c'est qu'il s'inscrit dans les pas du président Emmanuel Macron et de son annonce, le 9 juin 2024, de la dissolution. François Bayrou se place dans un « quitte ou double » où il essaye de se montrer rationnel, tout en sachant qu'il se sait dans une impasse. Le rapport de force devrait nous mener à une nouvelle dissolution au regard des annonces des différents partis. Alors, il se pose dans le registre de la responsabilité en demandant aux Français de clarifier la situation. »

Sauf que la situation a changé depuis juin 2024...

« Oui. Il y avait une tripartition dans les urnes en 2024. L'avenir dira si c'est encore le cas. »

Comment cela pourrait se répercuter dans les urnes en cas de dissolution alors ?

« Si les Français sont échaudés par les dernières législatives, ils peuvent voter pour un changement clair. Mais quel parti ? Il y a l'option centriste. Ou les alternatives, avec les extrêmes. La France insoumise ou le Rassemblement national, voire un attelage RN avec la droite dure incarnée par Éric Ciotti, Bruno Retailleau. Mais sans aller jusqu'à Éric Zemmour qui a récupéré le noyau le plus extrême du RN. Cela peut être l'occasion d'une clarification du spectre politique. Chacun va être obligé d'abattre ses cartes. On traverse une des plus grosses crises politiques de la Ve République depuis 1962 ! »

François Bayrou peut-il retomber sur ses pattes ?

« C'est un calcul de moyen ou de long terme. »

Il assoit une image de responsabilité, dit qu'il ne veut pas s'accrocher au pouvoir tout en pointant un problème réel : l'état de la dette est préoccupant. D'ailleurs, dans la foulée de l'annonce, les taux d'intérêt appliqués au pays ont encore augmenté... La limite de son calcul, c'est que ses solutions sont très années 1970. Les Français semblent prêts à faire un effort, mais à condition qu'il soit équitablement réparti entre tous. Son refus de la taxe Zucman le fragilise. Maintenant, peu importe qui prendra la suite, personne ne pourra faire l'impasse sur la situation économique du pays. Il faut se méfier des faux prophètes. »

En choisissant le 8 septembre pour le vote de confiance, François Bayrou tue-t-il dans l'œuf la mobilisation annoncée du 10 septembre ?

« Il y a autre chose aussi le 8 : on connaît la date d'audiencement en appel du procès de Marine Le Pen. Était-ce une amicale pression sur le RN, montrer à Marine Le Pen qu'on voulait lui permettre d'être rejugée rapidement pour pouvoir se présenter à la présidentielle ? Si c'est le cas, c'est raté car le RN a déjà dit qu'il ne voterait pas la confiance. En tout cas, oui, il y a aussi le calcul d'éviter la paralysie du 10 septembre. »

Un gouvernement technique ?

Que se passe-t-il après si le gouvernement n'a pas la confiance de l'Assemblée ?

« On peut imaginer un gouvernement technique avec des gens qui n'ont pas le profil politique, un peu comme cela s'est fait en Belgique. Emmanuel Macron peut aussi prendre les mêmes et recommencer en changeant les portefeuilles ministériels. Il l'a déjà fait et c'est d'ailleurs une de ses faiblesses car il veut rester le maître du jeu. Sinon, on peut imaginer Bruno Retailleau Premier ministre. Ce serait assez habile car ça diviserait le mouvement de droite à sa base en entraînant une guerre des egos face à Marine Le Pen et Jordan Bardella. À gauche, c'est plus flou car la division est plus ancienne. Jean-Luc Mélenchon refuse de jouer collectif. Il y a le profil du ministre de l'Économie Éric Lombard, un homme qui pourrait donner un coup de barre à gauche. Ça irait aussi dans le sens d'un gouvernement technique et cela permettrait à Emmanuel Macron de répondre aux attentes du monde économique dont il est toujours soucieux. Pour ne pas que la croissance s'essouffle. Car, oui, Emmanuel Macron est toujours persuadé que cela va redémarrer ! »

D'ailleurs, le président Macron peut-il tenir jusqu'en 2027 ?

« Juridiquement, oui. C'est le Maître des horloges ! Politiquement, si une tendance autre que le centre émerge, il va être en cohabitation et risque d'être marginalisé. Mais, au regard de la situation, il s'est recentré sur son rôle à l'international et est revenu au partage des tâches avec le gouvernement en charge de la politique intérieure. Ce qui lui permet aussi de laisser penser que le bilan en France ne lui est pas imputable ! Car Emmanuel Macron a déjà fait savoir qu'il voulait revenir en 2032 ; les grands fauves politiques sont toujours convaincus du caractère positif de leur bilan... »



« Emmanuel Macron a déjà fait savoir qu'il voulait revenir en 2032. »

Fabien Bottini

Référent « Politique »

Mais je me demande s'il ne voudrait pas aussi prendre des responsabilités européennes, peut-être devenir le prochain président de la Commission européenne. Ce qui paraît compliqué car il a été élu en France comme le magicien de la finance et, à l'arrivée, l'état de la dette est catastrophique. Il est trop dépendant pour les pays du Nord... » ●

Le 25 août 2025, François Bayrou a joué une carte périlleuse qui devrait mener à sa démission en septembre prochain. Avec quelles conséquences derrière ?
photo AFP / DIMITAR DILKOFF



Vote de confiance : ce n'est pas gagné en région...



Jean-Paul Lecoq (Parti communiste français), député de la 8e circonscription de la Seine-Maritime au sein du groupe Gauche démocrate et Républicaine :

« C'est original de déposer sa propre motion de censure contre soi-même ! Maintenant, je joue aux échecs alors je m'interroge : qu'ont-ils imaginé pour la suite ? Car rien n'est jamais gratuit. Soit Emmanuel Macron va faire un coup et donner le pouvoir à la gauche parce qu'il voit qu'elle est capable de bloquer le pays et qu'il y a, à gauche, de plus en plus, une tendance, une dynamique collective. Donc, il nous « refille le bébé » pour que l'on redresse la situation. Allez, j'ai le droit d'imaginer qu'il a un moment de lucidité, non ? Parce que, sinon, je pense plutôt que cela a été dealé avec la droite. Puisque c'est la grande finance qui dirige, quelques-uns à droite sont prêts à y aller et à s'acquiescer avec l'extrême droite... J'y vois en tout cas une volonté de désamorcer le mouvement du 10 septembre parce que le pouvoir s'est rendu compte que les gens sont prêts à bouger et que l'injustice ne passe pas. »



Annie Vidal (Renaissance) députée de la 2e circonscription de la Seine-Maritime au sein du groupe Ensemble pour la République :

« Ma première réaction, c'est que François Bayrou a posé le contexte avec beaucoup de gravité, de clarté et de clarification. Les Français avaient besoin de ça car on entend beaucoup de choses. Il faut beaucoup de courage pour dire ce qu'il a dit. Maintenant, il s'agit de définir quelle politique nous voulons. Car ce qui se passe aujourd'hui n'est pas le fruit des quelques mois écoulés : c'est la résultante de vingt ans de politique ! Il est désormais temps de définir collectivement comment sortir de l'impasse. Je trouve sa décision courageuse mais je suis inquiète de l'issue de ce vote. Je n'ai pas confiance en certains groupes, comme LFI ou

le RN [qui ont déjà indiqué qu'ils ne voteront pas la confiance, NDLR]. C'est très risqué car s'il n'a pas le vote de confiance, c'est la démission et une crise politique, économique, démocratique et sociale épouvantable ! Peut-être suis-je utopique et que certaines personnes mesureront bien les enjeux. Qu'ils voteront en pleine conscience pour éviter de se plonger dans ce chaos... »



Katiana Levavasseur, députée de la 2e circonscription de l'Eure au sein du groupe Rassemblement national :

« On votera contre la confiance. C'est la ligne du Rassemblement national, cela a été annoncé très vite. On savait que François Bayrou allait essayer de reporter la faute sur les Français et sur les parlementaires. Mais il n'a pas proposé un projet avec une vision d'ensemble ! Les gens nous l'ont dit : il ne changeait rien par exemple sur le train de vie du gouvernement dans ses pistes d'économies. Il aurait fallu qu'il se penche aussi sur l'Aide médicale de l'État, sur la Sécurité sociale... Là, les 43 milliards d'économie envisagés ne couvrent même pas la moitié des intérêts de la dette... Alors, maintenant, si le gouvernement saute, il va falloir refaire les finances pour décembre. Ce qui va être compliqué... Cela va sans doute se faire à coups de 49-3 pour le prochain gouvernement. Maintenant, qui va lui succéder ? Sébastien Lecornu [ancien président du Conseil départemental de l'Eure et actuel ministre des Armées] peut-être... C'est lui qui était annoncé partout avant la nomination de François Bayrou. Ou alors Retailleau ou Darmanin... En tout cas, là, François Bayrou démissionne de lui-même et désamorce le mouvement du 10 septembre. »



Alma Dufour, députée (La France insoumise) de la 4e circonscription de la Seine-Maritime au sein du groupe Nouveau Front populaire :

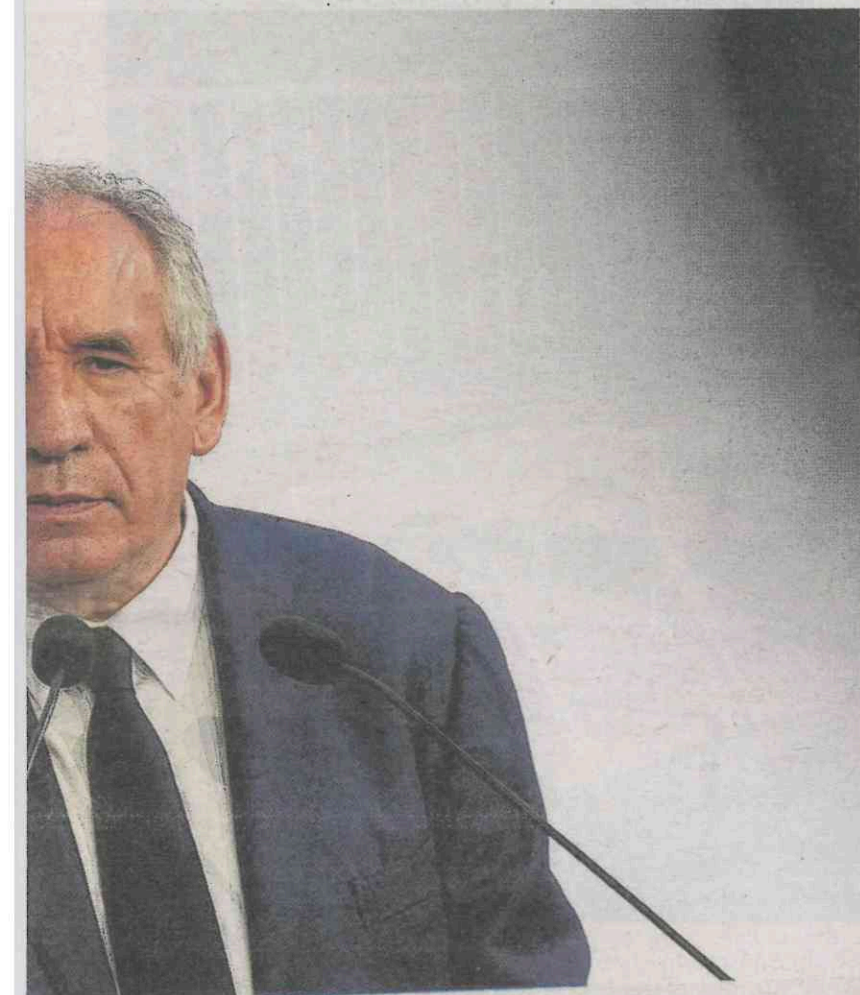
« Il s'est fait hara-kiri en direct. Surtout que perdre une confiance, c'est plus simple qu'une censure car cela ne nécessite pas de quorum. François Bayrou signe donc son départ et je vais suivre ça avec grand plaisir au regard de la situation qu'il laisse en France : 5 000 classes en moins, l'hôpital en crise... J'en ai des exemples dans ma circonscription ! Que ce soit des écoles au Grand-Quevilly ou à Elbeuf qui sont à la peine, l'hôpital du Rouvray qui a dû fermer pour plusieurs mois son secteur de pédopsychiatrie (conséquence directe des 4 milliards d'euros en moins pour l'hôpital public...), les risques pour l'industrie en France avec, par exemple les inquiétudes autour de Renault à Cléon... Puis il y a le dossier Bétharram et la responsabilité de François Bayrou en tant que personne dans le dossier ! Maintenant, pour la suite, je voudrais un Premier ministre issu du NFP, et même de la France insoumise. Pas Jean-Luc Mélenchon, mais de sa garde rapprochée... Même s'il est très probable qu'Emmanuel Macron joue la montre et essaie l'hypothèse Sébastien Lecornu. Après, il y a aussi l'option « dissolution » qui n'est pas écartée... »



Philippe Brun, député (Parti socialiste) de la 4e circonscription de l'Eure au sein du groupe Socialistes et apparentés :

Contacté, le parlementaire renvoie vers les publications de son compte X (ex-Twitter), publications qui suivent la ligne du Parti socialiste depuis l'annonce. « Pas surpris le moins du monde par cette démission déguisée du Premier ministre au 8 septembre. Ce plan budgétaire irréaliste n'avait qu'un seul but : permettre à François Bayrou de quitter le pouvoir la tête haute. À nous désormais d'écrire la suite dans l'intérêt du pays », indique-t-il dans un post publié dans la foulée de l'intervention du Premier ministre Bayrou. Un peu plus tard, il republie un extrait d'une interview d'Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste indiquant que les socialistes « ne voteront pas la confiance. » ●

A. Q.



Paris, le 25 août 2025